

Déclaration liminaire CAPL Listes d'Aptitude du 9 novembre.

**Suppressions d'emplois; dégradation des conditions de travail;
blocage des salaires des mutations et des promotions;**

la coupe est pleine.

Le chômage et la précarité atteignent des records en Europe et dans le pays. Le Gouvernement Hollande/Valls/Gattaz poursuit sa politique dogmatique et ruineuse restant sourd à la violence sociale dont sont victimes les salariés, chômeurs et retraités. On traite de voyous des salariés d'Air France qui luttent pour leur emploi mais on laisse la Finance et le patronat organiser une fraude et évasion fiscale d'ampleur et se gaver d'argent public. Il ne faudra pas alors s'étonner si prochainement et face à un tel mépris la colère et la manifestation sociale prennent des formes plus radicales. Enlever la chemise d'un patron méprisant paraîtra bien timide à côté d'actions bien plus audacieuses que le gouvernement encourage par son aveuglement. A la DGFIP, la colère et l'exaspération progressent également parmi les personnels. Même si cela ne se traduit pas toujours pas un taux de grévistes élevé, (37% des agents de Hte Corse ont cessé le travail le 8 octobre dernier record national) une nouvelle mobilisation se déroulera le 18 novembre prochain à la DGFIP.

Encore une fois, le budget 2016 fait disparaître 2500 postes aux Finances. Et en plus les ministres en rajoutent en se vantant de «l'exemplarité» du ministère en matière de casse sociale. C'est scandaleux. Emplois vacants par milliers, mutations bloquées, restructurations à la pelle, rémunérations gelées, missions sacrifiées comme l'accueil et le conseil aux collectivités locales, remboursements de frais minimes et tardifs pour les agents, places aux concours réduites; la liste des problèmes n'est pas exhaustive. Si c'est cela l'exemplarité dont se vantent les ministres de Bercy c'est affligeant.

De même ce n'est pas le rôle d'une direction locale de prendre parti contre une position syndicale. En effet lors de notre point presse du 3 novembre dernier la CGT n'a rien inventé; et nier les choix politiques régressifs de la DGFIP en cours et à venir n'a rien de glorieux. M Mazars traite la CGT DDFIP Haute Corse «d'affabulateur» et demande aux chefs de service de relayer son point de vue auprès des agents et des élus. Lorsque l'on mesure le bilan de la fusion Impôts Trésor quelques années à peine après sa création chacun peut juger qui affabule entre la CGT et les concepteurs et les défenseurs de la fusion et des réformes en cours. Les agents et la population quoi qu'en dise M Mazars prêtent bien plus de crédit aux analyses syndicales qu'aux discours formatés de la Direction.

Et c'est dans ce contexte que les CAPL de LA se tiennent. Beaucoup d'agents (33 de C en B et 14 de B en A) ont déposé leurs candidatures. Bien d'autres auraient pu aussi le faire mais renoncent face aux conditions opaques et peu démocratiques des modes de sélection.

Cette année les chefs de service ont établi des rapports pour tous les postulants. Non seulement ces rapports ne sont pas communiqués aux élus mais certains chefs de service ne les fournissent même pas aux agents concernés. Encore un cafouillage de plus.

Comme ne cesse de le réclamer la CGT à tous les niveaux, il est temps d'une part de consacrer davantage de place aux concours internes y compris avec des garanties plus fortes de maintien dans le département ou la région d'origine; d'autre part les modalités de sélection pour la LA doivent **profondément évoluer**. Remettre des critères objectifs et organiser une épreuve professionnelle irait dans le bon sens. Malheureusement la transparence et le dialogue prônés par la DG n'est qu'un affichage bien loin de la réalité.

Dans l'immédiat et pour les 2 CAPL de ce matin, la CGT demande pour la n°2 que 3 nouveaux agents soient classés excellents, que tous les «à revoir» soient repositionnés en Très bons comme pour les postulants de B en A.

Pour les B en A la CGT exige des garanties pour que les 3 agents classés excellents soient promus rapidement. Nous demandons qu'il y ait un promu minimum par année. La difficulté de nos missions, l'insularité qui freine les candidats à passer les concours plaident pour notre demande. Les accords de Venaco doivent être respectés.

Les tensions observées entre collègues et entre services à cause des choix de la DGFIP se retrouvent amplifiées à l'approche des CAPL de LA. Pour la CGT et ses élus la responsabilité en incombe exclusivement à l'administration. Laisser empirer ce climat malsain est inacceptable et dangereux.